

ASSEMBLEE NATIONALE5 juillet 2005

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES - (n° 2381)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 513

présenté par
M. Philippe-Armand Martin

ARTICLE 28*(Art. L. 441-7 du code de commerce)*

Dans le dernier alinéa du I de cet article, après les mots :

« en contrepartie de services »,

insérer les mots :

« qui ne relèvent pas des obligations d'achat et de vente et qui sont ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de précision : il est proposé ici de mieux encadrer les autres services pouvant être facturés par le distributeur en précisant que ces services ne peuvent relever des opérations d'achat et de vente. En effet, la rémunération de tout service lié aux opérations d'achat et de vente relève des conditions de vente du fournisseur et peut donner lieu à une remise pouvant venir en déduction pour la détermination du seuil de revente à perte.